

THEATRE JOLIETTE MINOTERIE

Siège social : 2 Place Henri Verneuil
13002 MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

Cabinet J.KALPAC & Cie

Siège social : 43 Boulevard de la Blancarde, 13004 MARSEILLE

Membre de la Compagnie Régionale de AIX EN PROVENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de L'association THEATRE A SPIRALE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association THEATRE JOLIETTE MINOTERIE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC N°2022-06 exposée dans la note 6 « *Produits et charges exceptionnels* » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Fait à Marseille, le 27 mai 2026

Le commissaire aux comptes

SARL J. KALPAC & Cie



Christel KALPAC DAUBOL



Thierry KALPAC

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2025			Exercice clos le 31/12/24
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/25	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	24 904	24 258	646	1 276
Autres Immobilisations incorporelles	7 250	6 558	692	2 142
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	273 488	251 471	22 017	5 068
Autres Immobilisations corporelles	1 165 862	768 915	396 947	456 641
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 983		1 983	1 952
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 662		2 662	2 662
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	1 476 148	1 051 202	424 946	469 740
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	78 240	824	77 416	55 742
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	160 551		160 551	174 204
Valeurs mobilières de placement	9		9	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	104 932		104 932	149 298
Charges constatées d'avance	10 777		10 777	3 127
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	354 509	824	353 685	382 371
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	1 830 656	1 052 026	778 631	852 111

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/25	Exercice clos le 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	92 369	84 880
Excédent ou déficit de l'exercice	8 327	7 489
SITUATION NETTE	100 697	92 369
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	341 018	374 081
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	441 714	466 450
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	16 461	48 789
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	16 461	48 789
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	78 341	103 174
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 347	65 912
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	72 718	64 688
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	51 569	72 178
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	26 539	12 000
TOTAL DETTES (III)	301 514	317 951
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	778 631	852 111

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Variation	
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	1 141	1 240	(99)	-8%
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	3 729	1 631	2 098	129%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (II)	4 870	2 871	1 999	70%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 028	6 321	(5 293)	-84%
Différences négatives de change				
Valeurs comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	1 028	6 321	(5 293)	-84%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	3 842	(3 450)	7 292	211%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	9 820	(44 378)	54 198	122%
Produits exceptionnels (V)		5 681	(5 681)	-100%
Charges exceptionnelles (VI)		3 621	(3 621)	-100%
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		53 191	(53 191)	-100%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)	1 493	1 324	169	13%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 929 224	1 979 639	(50 416)	-3%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 920 896	1 972 150	(51 254)	-3%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	8 327	7 489	838	11%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	319 734	329 051	(9 317)	-3%
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	319 734	329 051	(9 317)	-3%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	319 734	329 051		
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	319 734	329 051		

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	177 390	222 136	(44 746)	-20%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 596 486	1 553 766	42 720	3%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	393	1 441	(1 048)	-73%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	3 770	17 025	(13 255)	-78%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	48 789	42 007	6 782	16%
Autres produits	97 525	83 581	13 944	17%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 924 354	1 919 955	4 399	0%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 525	1 654	2 871	174%
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	776 097	816 736	(40 639)	-5%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	37 596	29 273	8 323	28%
Salaires et traitements	651 120	661 173	(10 053)	-2%
Charges sociales	269 519	264 440	5 079	2%
Dotations aux amortissements	76 102	80 915	(4 813)	-6%
Dotations aux provisions	3 503	8 677	(5 174)	-60%
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles ou corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés	16 461	48 789		
Autres charges	83 452	49 227	34 225	70%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 918 375	1 960 883	(42 508)	-2%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	5 978	(40 928)	46 906	115%

ANNEXE

1 janvier 2025 au 31 décembre 2025

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2025 ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, règlement homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014 ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), notamment la version consolidée au 1er janvier 2026. Ils respectent également le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Non Applicable

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

La mise en application du nouveau Plan Comptable à compter du 01/01/2025 les produits et charges exceptionnels ne sont plus d'actualité ce qui peut poser un problème de comparabilité entre ces deux exercices.

7. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 3 880€HT au titre de l'exercice clos au 31/12/2025.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	84 880	7 489		0	92 369
Excédent ou déficit de l'exercice	7 489				8 327
SITUATION NETTE	92 369				100 697
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	374 081			33 063	341 018
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	466 450			33 063	441 714

VARIATION DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés	Affectation de l'exercice	Report	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
PROJET 1							
Subventions d'exploitation	48 789		48 789				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 1			48 789				
PROJET 2 : La ville sans nom							
Subventions d'exploitation						8 126	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 2 : La ville						8 126	
PROJET 3 : Résidence Ulysses							
Subventions d'exploitation						8 335	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 3 : Résidence						8 335	

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

	Montant brut
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 154					32 154	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	32 154					32 154	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind	248 415		25 074			273 489	
Installations générales, agencements divers	983 343		1 963			985 306	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 018		2 078			99 096	
Emballages récupérables et divers	79 638		1 821			81 459	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	1 408 414		30 936			1 439 350	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	1 952		31			1 983	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	2 662					2 662	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	4 614		31			4 644	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 445 182		30 966			1 476 148	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	28 736	2 080		30 816
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	28 736	2 080		30 816
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	243 347	8 464		251 812
Inst. générales, agencements, aménagements divers	560 639	55 092		615 731
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	75 052	10 465		85 517
Emballages récupérables et divers	67 667			67 667
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	946 705	74 022		1 020 727
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	975 441	76 102		1 051 543

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients	1 112	824	1 112	824
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	1 112	824	1 112	824

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 662		2 662
Clients douteux ou litigieux	824	824	
Autres créances clients	77 416	77 416	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	493	493	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 765	3 765	
Impôts sur les bénéfices	586	586	
Taxe sur la valeur ajoutée	35 870	35 870	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	99 033	99 033	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	20 804	20 804	
Charges constatées d'avance	10 777	10 777	
TOTAL DES CRÉANCES	252 229	249 568	2 662

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	18921,11	4038,4	4017,83	18941,68
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	18921,11	4038,4	4017,83	18941,68

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	78 341	78 341		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	72 347	72 347		
Personnel et comptes rattachés	42 746	42 746		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 394	60 394		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	68	68		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 256	12 256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	6 984	6 984		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	26 539	26 539		
TOTAL DETTES	299 675	299 675		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail	
Retraites et indemnités assimilées	
Créances de l'actif immobilisé	
Suretés reçues	
Suretés données	
Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée	
Fournisseurs et comptes rattachés	
Autres dettes	
Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	10777
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	10777

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	26539
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	26539

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24814
Dettes fiscales et sociales	47602
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	570
TOTAL CHARGES À PAYER	72986

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	322
Autres créances	4957
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	5278